

CULTURE - PARTI PRIS

« Le ministre de la culture en muet du sérail »

22 JANVIER 2020 | PAR ANTOINE PERRAUD.

Mediapart.

Franck Riester incarne la vacuité dans une France sur les nerfs. Les forces de l'esprit et le pouvoir de l'imaginaire ont déserté, au profit d'un représentant de commerce qui se fait porter pâle. Fâcheux.

Paraphrasons l'ironie churchillienne au sujet d'un politicien considéré comme inexistant : une voiture officielle s'arrête rue de Valois, la portière s'ouvre, personne n'en sort ; c'est le ministre de la culture, Franck Riester.

Le président Macron, qui ne se hausse jamais qu'en rabaissant autrui, s'est entouré de serviteurs – de l'État, mais l'État c'est lui – à même de ne faire aucune ombre à sa personne. Parmi tant d'ectoplasmes, il en est un qui brille par son invisibilité, au point de personnifier une forme de transparence inédite : Franck Riester, donc.

Héritier d'un groupe concessionnaire Peugeot fondé en 1928 par son grand-père à Coulommiers, le député de Seine-et-Marne a été nommé pour veiller sur le domaine de la direction de l'esprit, après que l'éditrice Françoise Nyssen eut jeté l'éponge. Elle était entrée en Macronie comme on entre dans les ordres, victime d'une sorte d'extase mystico-politique lors de la dernière campagne présidentielle. Le 16 octobre 2018, lessivée après 1 an, 4 mois et 29 jours de fonction rue de Valois, elle défroquait – ou plutôt était exfiltrée : retour aux éditions Actes Sud dans sa bonne ville d'Arles.

De 23 ans son cadet, un adepte des livres de comptes (il est diplômé de l'Essec) lui succédait, permettant ainsi « d'élargir à droite » une majorité présidentielle déjà passablement rétrécie à gauche. Après avoir été un parfait pion sarkozyste (porte-parole adjoint du président lors de sa tentative de réélection en 2012), après avoir soutenu Bruno Le Maire puis Alain Juppé lors des primaires de la droite en 2017, Franck Riester abandonna François Fillon en rase campagne, dès que le zéphyr de la défaite se fit ouragan.

Son ralliement au président Macron n'était plus qu'une question de poste. La prébende qui vint impliquait-elle un vernis culturel ? Pourvu qu'on ait l'ivresse du pouvoir, qu'importe le flacon ! Celui-ci serait maquillé comme une Peugeot promise à la revente. Le badigeon, en l'occurrence, avait pour nom Hadopi (Haute Autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur Internet) : Franck Riester avait été, en 2009, rapporteur de la loi portant création d'une telle instance. Il était donc lié à l'univers de la Toile, donc de la culture. Qui dit mieux ? 1, 2, 3 : adjudé, vendu !

Le mirliflor projeté dans l'empyrée malrucien, là où souffle en France le vent sacré de la culture, n'y connaissait rien. Et cela relevait de l'avantage suprême. Aucun conflit d'intérêts à redouter, au contraire de Françoise Nyssen qui s'était vu retirer le dossier de l'édition, son seul domaine de compétence. L'inexpérience devenait gage de non-appartenance au vieux monde. Il revenait maintenant, à M. Riester, de prouver que l'inaptitude assure la survie en milieu macronien – à condition de se doubler d'une fidélité de fer au maître du jeu.

Voilà 1 an, 3 mois et 5 jours qu'il se prête à l'exercice. Aucune fulgurance en vue (oncques Malraux ne sortira de ce corps). Pas la moindre hyperbole à l'horizon (la ventriloquie jack-langienne ne fait plus recette). Electroencéphalogramme plat.

Franck Riester (cinquième en partant de la gauche) offre de lui-même, sur son compte Twitter, l'image d'un ravi empoté légèrement déplacé...

Il suffit d'observer (ci-dessus) la photographie mise en arrière-plan de son compte Twitter : le ministre illustre sans fard son sentiment d'illégitimité. Il n'a rien à faire là et ne s'en cache pas. Le mérite et la lumière reviennent sur ce cliché au seul Emmanuel Macron, en grande discussion pendant que son préposé, à l'écart, regarde béatement.

Nous avons enfin, rue de Valois, un ministre à même de ne plus indisposer le Français moyen, devenu populiste rageur à force d'avoir été renvoyé à son état d'infériorité culturelle par l'élite – faite arrogance – de la nation ! M. Riester ne fait que passer, comme sur le cliché, dans le sillage de la splendeur macronienne. Que personne ne compte sur lui pour indiquer la voie : il ne connaît pas le chemin ! Il s'est forgé un destin d'inculte, tout comme Antoine Pinay s'était « fait une tête d'électeur » – selon le mot cruel d'Édouard Herriot.

Prenant très au sérieux son rôle de minus habens monté en graine, le ministre met un soin jaloux à ne rien faire, ne rien dire. Ou alors, quand il est obligé d'ajouter son grain de sel, il parvient à rendre son expression la plus brêle possible. Dans une tribune au Monde censée voler au secours de l'idiome national, il écrit par exemple : « Je suis persuadé que le français n'est ni désuet ni menacé d'obsolescence programmée. »

Le concessionnaire n'est jamais loin. Sauf quand il s'agit de faire des concessions aux mouvements sociaux. Alors il n'y a plus personne. Monsieur Hadopi est aux abonnés absents ; tout entier dévolu aux poisons et aux délices du pourrissement de la situation. La grève à Radio France ? Tant que la muraille Sibyle Veil tient... La grève à l'Opéra national de Paris ? Stéphane Lissner n'a qu'à jouer son rôle de pare-feu... La grève à la Comédie-Française ? Qu'Éric Ruf se dépêtre avec le baisser de rideau... La grève à la Bibliothèque nationale de France ? À Laurence Engel de tourner la page...

Tablant sur le crève-cœur des auditeurs, le désenchantement des mélomanes, les déconvenues des spectateurs et le désappointement des lecteurs, le ministre n'intervient que pour souffler sur les braises, au nom de ce qu'il s'imagine être la vox populi. M. Riester ne cherche qu'à flatter l'introuvable majorité silencieuse. Comme lorsqu'il flétrit, le 7 janvier, en un tweet fripon, les grévistes de Radio France coupables de réduire au silence une seconde fois, cinq ans après les faits, les victimes de l'attentat contre Charlie Hebdo en contrecarrant la diffusion d'émissions consacrées au drame.

La CGT de Radio France, rappelant que certains salariés grévistes restaient fidèles à la mémoire de Bernard Maris avec lequel ils avaient travaillé, sommait le ministre d'expliquer « aux auditeurs et à [ses] followers les raisons pour lesquelles [il n'avait] pas reçu les représentants grévistes depuis 36 jours ».

Fuyant le dialogue comme la confrontation, Franck Riester parvint au point d'annuler, lundi 20 janvier, la présentation de ses vœux aux professionnels de la culture : « En effet, les conditions ne sont pas réunies pour que celle-ci se déroule sereinement », annonçait son service de presse en un communiqué pour le moins piteux.

Les syndicats ont occupé le terrain déserté par l'huile déboussolée d'une République aux abois. Retrouvant la veine interventionniste du groupe Octobre de Jacques Prévert et consorts avant la guerre, les grévistes ont proposé un joyeux bazar en lieu et place d'un prétendu responsable devenu spectre pétocard.

© CGT Culture

La pusillanimité du ministre, même si elle s'inscrit dans l'air du temps – un régime qui ne semble plus tenir que sous la protection de forces répressives ayant désormais la bride sur le cou –, traduit une intention politique aussi tenace qu'insidieuse. Les milieux d'affaires au pouvoir, à rebours du colbertisme gaullo-malrucien d'il y a 60 ans, rêvent d'un monde libéral à l'anglo-saxonne, sans ministre de la culture – les mécènes et gros intérêts privés doivent seuls pourvoir au fonctionnement des industries culturelles.

Pour le coup, Franck Riester, dans toute sa nullité sémillante, incarne hic et nunc la béance confirmant l'inutilité d'un responsable des affaires culturelles au sommet de l'État. Et si l'ineptie d'un tel ministre s'avérait parfaitement programmatique ?...